



Projet d'établissement « Résidence Relais Yves CHAUVIN »

Agrément au titre de : Résidence sociale - Foyer de jeunes travailleurs.

PREAMBULE

L'origine de l'association, régie par la loi de 1901, remonte à la création en 1928 des MAJO (Maison d'Accueil du Jeune Ouvrier) à l'initiative des Pères jésuites.

Les valeurs fondamentales et originelles défendues par l'association MAJO étaient incarnées par le **respect de la personne, l'éveil de la liberté ainsi que le goût de la solidarité concrète.**

Ouvert aux publics en 1962, le foyer Charpennes a modifié au fil du temps sa mission d'accompagnement social, en s'orientant vers une approche plus éducative.

L'accompagnement éducatif s'est orienté progressivement vers l'**accès à l'autonomie des usagers**, par l'insertion sociale et professionnelle.

En 1978, la MAJO qui gérât 5 établissements, a donné son autonomie aux foyers en constituant 4 associations gestionnaires dont la MAJO Charpennes. En 2002 le Conseil d'Administration décide de changer la dénomination de l'association qui devient « Relais Jeunes », de passer de la convention collective nationale de travail des FJT à celle de l'enfance inadaptée de mars 1966.

Actuellement l'association gère, entre autre, le foyer de Charpennes qui est situé au cœur de la cité à Villeurbanne. Cet établissement agréé par la DRJSCS comme Foyer de Jeunes Travailleurs a une capacité de 93 lits pour des jeunes de 16 à 30 ans. Le taux d'occupation du foyer était supérieur à 96%. Toutefois il s'avère aujourd'hui nécessaire de procéder à une opération de démolition reconstruction afin de permettre aux jeunes des conditions d'habitabilité plus adaptées et répondre aux normes actuelles. De fait, nous avons suspendu l'activité au 30 juin 2015 afin de procéder à la démolition du bâtiment et d'en construire un nouveau.

L'expérience professionnelle de l'association basée non seulement sur la gestion du logement social pour les 18-30 ans, mais plus particulièrement sur le travail d'accompagnement social pour des jeunes de 16 à 21 ans, est reconnue sur l'agglomération lyonnaise.

La forte demande d'hébergement de la part des jeunes travailleurs a conduit l'association devenue « RELAIS » à mener le projet de reconstruction de cette nouvelle résidence sociale qui sera adapté aux besoins de la jeunesse d'aujourd'hui.

I- Les valeurs et références associatives

○ Les Valeurs Fondamentales

Pour que les jeunes deviennent acteurs de leur développement, pour qu'ils puissent passer d'un état de dépendance à un rôle de contribution au bien commun, notre responsabilité pédagogique s'affirme au travers de plusieurs préceptes, parmi lesquels :

« Nous partageons la conviction que la personne tend à sa pleine humanité en devenant un acteur conscient et responsable de sa propre vie »

Valeurs partagées

- *Le respect dû à toute personne*
- *La reconnaissance d'un potentiel d'évolution en chacun*
- *La solidarité entre les personnes, au sein de la société*
- *La génération de liens et de partage*

Principes de fonctionnement

- *Organisation de l'association*
- *Mission de service public et innovation*
- *Salariés et bénévoles*
- *Droit des usagers*
- *Diversification et développement*

Orientations des pratiques éducatives

- *Accueil et accompagnement*
- *Travail en équipe*
- *Partenariats*
- *Qualité et efficacité*

Pour nous, comme pour toutes les personnes que nous accueillons, le développement se fonde sur :

- **L'initiative**
- **La responsabilité**
- **La participation active**
- **La solidarité**
- **L'acquisition de l'autonomie**

Participant à la politique de la jeunesse, fidèles à notre vocation d'éducation populaire et de promotion sociale, nous adoptons une approche globale et individualisée de chaque personne accueillie.

C'est en aidant les jeunes à se construire personnellement que nous pouvons promouvoir leur citoyenneté et faire reconnaître leur droit de cité.

Dans la diversité de nos engagements et de nos opinions, nous refusons la perspective d'une société favorisant l'individualisme, l'isolement, la marginalisation, l'exclusion, la xénophobie, le racisme.

○ L'objet social de l'association

L'article 2 des statuts de l'Association de gestion Relais formalise les grandes lignes de l'objet social de l'Association :

« L'association, sans but lucratif, a pour objet, en dehors de toute préoccupation politique ou confessionnelle et sans exclusive, de promouvoir des actions de prévention, d'œuvrer à la protection, l'éducation, la réadaptation, l'insertion sociale et professionnelle de personnes

(enfants, adolescents, adultes) rencontrant des difficultés matérielles ou psychologiques, ou se trouvant en danger moral, physique, ou victimes d'exclusion.

Pour ce faire, elle a vocation à créer et gérer des établissements et services d'accueil, de prévention, d'actions éducatives, d'hébergement, de réinsertion et de logement ».

L'association agit, par ses propres moyens, et ou, en partenariat, sur tous les vecteurs de la socialisation l'habitat, l'emploi, la culture, la mobilité, le bien-être, la formation, les loisirs, non seulement dans leur usage, mais également dans les effets sociaux qu'ils produisent.

À partir de ces pratiques éducatives, l'objet social de l'association est de témoigner auprès des pouvoirs publics des difficultés, des besoins, des attentes et des désirs des jeunes, dans tous les domaines où se construit leur développement social et professionnel.

C'est à partir de l'habitat, sous toutes ses formes (logements concentrés en foyer, logements diffus...), que l'Association Relais adopte une approche éducative globale et individualisée de chaque jeune et notamment les jeunes femmes et jeunes mères, qu'elle se propose d'accueillir.

C'est sur la base des problématiques sociales constatées, auxquelles sont confrontées les personnes, que l'Association met en œuvre des moyens humains, des outils et des pratiques éducatives individualisées pour les publics en grandes difficultés, ainsi que collectives, pour tous ceux qu'elle se propose d'accueillir.

II- Les structures gérées par l'Association de gestion Relais

L'Association comprend quatre établissements, à savoir :

- **Le Foyer ANEF** (Association Nationale d' Entraide Féminine) situé : 85, rue Louis Blanc à LYON 6^{ème}. Il accueille 18 jeunes filles de 14 à 18 ans avec la possibilité d'accueil de 4 autres jeunes filles sur des chambres extérieures. La situation de ces jeunes filles nécessite des actions d'éducation, de formation et d'orientation, d'animation et de protection. Le foyer ANEF a une habilitation Justice et une convention avec le Conseil Général.
- **Le Relais Jeunes Jacques Monod** situé au : 85, rue du Docteur Frappaz à Villeurbanne. Le Relais Jeunes Jacques Monod est un foyer de jeunes travailleurs ayant une capacité de 140 lits. Il accueille des jeunes de 16 à 30 ans. Il est reconnu comme établissement d'éducation populaire avec une section d'éducation spécialisée.
- **Le Relais Baroin**, situé au : 327-329, cours Émile Zola à Villeurbanne, un petit FJT de 14 logements qui s'adresse à des jeunes de 18 à 25 ans.

- Et **Le CHRS Rivages** (Centre d'Hébergement et Réinsertion Sociale) situé : 329, Cours Emile Zola à Villeurbanne.

Le CHRS a une capacité d'accueil de 20 jeunes femmes de 18 à 25 ans hébergées en studios extérieurs sur Villeurbanne et Lyon. Le CHRS a une habilitation de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Depuis juillet 2014, extension de l'activité CHRS pour cinq places d'urgence mères/enfants.

III-La gouvernance de l'association

- **Le Conseil d'administration**

Le conseil d'administration compte douze membres actifs, toujours très engagés dans la vie des établissements et dans le développement stratégique et politique de l'Association.

Nous sommes donc en cours de discussion pour intégrer des personnes influentes et compétentes dans les domaines variés tels que : politiques, financiers, sociaux et réglementaires (droit).

La présence régulière de l'ensemble de ses membres au Conseil d'Administration, l'attention des administrateurs à promouvoir l'évolution de l'Association, en lui permettant d'être créative, avec la reprise d'autres structures et de s'engager dans des opérations comme celle de la résidence Relais Yves Chauvin, ex Relais Jeunes Charpennes, démontrent leurs volonté à la faire vivre avec force.

Les administrateurs sont impliqués par champ de compétence dans des commissions de suivis tant dans l'évaluation interne et externe que des commissions de suivis budgétaires et des démarches auprès de nos partenaires. Ces temps de rencontre se rajoutent aux 5 réunions de bureaux et aux 4 réunions de Conseil d'Administration annuelles.

IV- Notre réseau

Actuellement, l'Association est impliquée dans quatre réseaux du secteur social :

- **L'UNAFO**

Union professionnelle du logement accompagné

L'accès au logement des personnes fragilisées

Le réseau Unafo élabore et met en œuvre des solutions innovantes pour trouver une réponse logement aux personnes en situation de :

- précarité, personnes ayant vécu une rupture familiale ou professionnelle
- mobilité, personnes à faibles ressources en accès à l'emploi et à la formation
- vulnérabilité, personnes accidentées de la vie, en souffrance psychique, sortant de la rue... Le métier des adhérents de l'Unafo : proposer un chez soi autonome, abordable, adapté et accompagné
- produire une offre de logements accessibles aux plus démunis, en propriété ou en lien avec les bailleurs sociaux
- assurer une gestion locative et sociale de proximité
- faciliter l'accès aux droits (sociaux, santé...) en mobilisant un ensemble d'accompagnements « souples et adaptés » aux situations des personnes

◦ Les Unions Inter fédérales des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS & URIOPSS)

L'UNIOPSS, est un regroupement de personnes morales qui réfléchissent et agissent ensemble sur un territoire, en impliquant les adhérents (administrateurs, bénévoles, volontaires), les usagers, les salariés et les donateurs, sur des valeurs collectives :

La primauté de la personne dans le respect des droits humains fondamentaux,

La "non lucrativité" dans la production des solidarités,

La dynamisation du tissu social,

La fonction d'avant garde : veille et innovation sociale

Quatre axes de réflexions et d'actions (qui sont aussi des enjeux de société) sont fédérateurs et traversent les préoccupations de l'ensemble des adhérents de l'UNIOPSS

Le droit des personnes,

L'accès aux droits et leurs services,

L'observation sociale,

L'évaluation.

◦ La fédération ANEF

Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, à son retour de captivité (Camp de Ravensbrück), Madame Michelin, décide de créer l'ANEF (Association Nationale d'Entraide Féminine) en 1952 pour venir en aide aux plus défavorisées de ses concitoyennes.

Jusqu'en 2008, dix sections réparties sur le territoire, ont assumé cette mission qui a évolué, au fil des années, pour concerner, à la fois, hommes et femmes. L'ANEF est devenue alors l'Association Nationale d'Entraide dite ANEF.

La section du Rhône qui regroupait un foyer spécialisé pour l'accueil de jeunes filles mineures sous placement judiciaire et un centre d'hébergement et de réinsertion sociale a rejoint l'association Relais en 2006

La Fédération ANEF est alors créée avec pour objectif de préserver l'éthique de l'ANEF initiale en restant fidèle à la charte fondatrice. Toutes les anciennes sections deviennent adhérentes. La Fédération se veut un lieu d'échange, de coordination et de réflexion pour plus de pertinence et en conduites par les associations adhérentes. La Fédération doit être, également, un outil destiné à renforcer notre position dans le champ social national.

Elle fonctionne grâce à la détermination des bénévoles qui constituent son Conseil d'Administration.

Au-delà de son rôle rassembleur, la Fédération ANEF se veut porteuse des valeurs transmises par Madame Michelin.

◦ La FNARS :

- lutte contre les exclusions, en favorisant notamment l'accès à l'emploi et au logement des personnes qui en sont les plus éloignées ;
- dénonce les décisions et les actions qui tendent à accroître l'exclusion et les inégalités sociales ;
- sensibilise l'opinion publique et les décideurs aux situations d'exclusion ;
- fait progresser l'accompagnement des personnes en difficulté ;
- facilite les échanges, la réflexion et la co-construction de propositions politiques avec les associations adhérentes et les personnes accompagnées ;
- observe et analyse grâce à des études, des enquêtes et des sondages sur les personnes accompagnées, sur l'évolution des métiers de l'insertion sociale et sur la vie associative. La FNARS analyse et évalue les actions et les dispositifs mis en place.

Mais aussi :

L'association Relais et notamment les FJT participent pleinement aux politiques locales auprès de la Mairie de Villeurbanne, des Unités Territoriales de secteur, des Missions Locales...

Nous sommes dans les instances de coordination de la ville en termes de logement des jeunes, nous participons au BIJ local, et sommes en lien permanent avec la mission locale.

D'un point de vue « actions culturelles » nous sommes inscrits et participons activement aux activités préparatoires des « INVITES » de la ville de Villeurbanne.

Les élus, c'est-à-dire le maire, les adjoints, la conseillère générale, la députée s'adressent régulièrement à nos équipes pour connaître nos positions et analyses en matière de politique

jeunesse, politique de logement des jeunes, politique en mettre en œuvre en matière d'insertion professionnelle.

L'équipe de direction rencontre régulièrement les autres FJT de la région lyonnaise même si l'association Relais n'est plus adhérente de l'UNHAJ. Ceci contribue à apporter une réponse de manière cohérente et en concertation aux sollicitations en matière d'hébergement et de suivi des jeunes accueillis sur la Métropole lyonnaise.

V- Cadre juridique des résidences sociales –foyer de jeunes travailleurs.

Dans le cadre des Résidences Sociales nos établissements sont agréés et habilités par les pouvoirs publics pour recevoir des jeunes travailleurs, CDD, CDI, alternants ... au titre d'hébergement transitoire en foyer de jeunes travailleurs.

Les établissements sont des établissements sociaux et médico-sociaux au sens de la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale.

- Agrément de la Caisse Nationale des Affaires familiales (N° 19 86 AS N° 6 du 5/05/1986)

Actuellement cet agrément permet aux usagers de nos FJT « Baroin et Monod » de bénéficier de l'Aide Personnalisée au Logement ("APL foyer"), qui intègre dans la prise en charge du loyer les charges inhérentes au logement (fluides, impôts et taxes...), et à l'Association gestionnaire d'obtenir des financements, au titre de la "prestation de service à la fonction socio-éducative", pour l'organisation de "l'accueil et la vie collective".

- Code de l'action sociale et des familles (article L. 312-1) –
- Code de la construction et de l'habitation (article R. 365-4) - Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (article 31)
- Décret n°2015-951 du 31 juillet 2015 publié le 2 août 2015
- Instruction N° DGCS/SD1A/2015/284 du 9 septembre 2015
- Adhérente depuis le 1er janvier 2002 à la Convention Collective Nationale du Travail de l'Enfance Inadaptée de 1966 (CNNT 66)
- Adhérente au Syndicat Général des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux à but non lucratif (ex SYNEAS) devenue au 1^{er} janvier 2017, NEXEM.

L'adhésion à ce syndicat d'employeur permet à l'Association d'être représentée pour les négociations nationales entre syndicats de salariés et d'employeurs, et d'être régulièrement

informée des nouvelles dispositions en matière de gestion des personnels et de l'évolution des politiques sociales.

VI- Le bâti - Les caractéristiques attendues de la Résidence sociale -foyer de jeunes travailleurs- dénommé « Relais Yves Chauvin ».

Le bâtiment devra être un outil au service du projet pédagogique de ce nouvel établissement. Il sera donc nécessaire de s'imprégner des orientations du projet pédagogique et des axes du projet d'établissement afin que la conception de la résidence favorise sa mise en œuvre.

Les espaces réservés à l'accueil des résidents, des demandeurs d'hébergement, des partenaires, des prescripteurs ..., qui sont porteurs de l'image de l'établissement (la 1^{ère} que tout nouveau venu perçoit, et généralement celle qu'il retient), devront être particulièrement soignés.

Les bureaux pour les personnels, leurs emplacements, espaces et aménagements devront faire l'objet d'une attention particulière, non seulement en termes de conditions de travail et de "travail en équipe", mais également pour favoriser l'accueil et les entretiens formels ou informels, avec les usagers, sans oublier les espaces réservés au stockage et à l'entretien.

Les surfaces des logements seront à minima celles imposées par la réglementation qui régit les résidences sociales et au maximum celles des limites budgétaires.

Les aménagements des logements, les mobiliers et les matériels mis à disposition des usagers, doivent également contribuer aux objectifs du projet pédagogique.

Ils devront intégrer des notions de confort, de sécurité, de robustesse (la rotation annuelle d'un logement en foyer est de l'ordre de 1 à 1,5), de convivialité pour favoriser le "recevoir chez soi".

La structure devra être dotée d'espaces collectifs et de moyens matériels qui contribueront aux objectifs pédagogiques, par la mise en œuvre d'activités culturelles, sportives, de loisirs et citoyennes, et constitueront les conditions de la convivialité, du "vivre ensemble" au sein de l'établissement, sans oublier un espace et des matériels de buanderie.

Certaines salles de vie collective, salles de réunion..., pourraient être partagées avec des compétences externes (Compagnie de théâtre, Associations de soutien scolaire pour les enfants du quartier), et répondre ainsi à des attentes de la Collectivité et des Associations locales, tout en étant très vigilant sur la gestion des flux de population.

La sécurité des usagers, et du personnel, est également un des vecteurs qui crée des conditions de convivialité, de confiance, du bien-être et du "bien vivre ensemble".

Le regroupement de publics jeunes, pour certains fragiles, représente, de fait, un "marché potentiel" pour toutes sortes de déviances, qui nous obligent à doter l'infrastructure de moyens matériels de sécurité préventive et dissuasive, et de procédures d'accès pour les visiteurs, parallèlement à la présence de professionnels.

VII- Projet social de la Résidence sociale foyer de jeunes travailleurs Relais Yves CHAUVIN

Yves Chauvin a fait toutes études supérieures à Villeurbanne. Au terme de sa carrière de chimiste et directeur de l'IFP (institut français du pétrole) il fut consacré Prix Nobel de Chimie en 2005, d'où le choix, avec l'autorisation de ses héritiers, d'utiliser son nom à titre d'hommage.

C'est en concertation avec le Maire de Villeurbanne et ses services, la Région AURA, notre propriétaire ALLIADE et de notre partenariat avec l'Union de l'Industrie de la Chimie que nous avons décidé de donner le nom d'Yves Chauvin à cette nouvelle résidence. Ce nouveau bâtiment remplace le Foyer de jeunes travailleurs « Relais Jeunes Charpennes » dans le cadre d'une opération de démolition / reconstruction.

Suite au constat d'un manque d'hébergement pour les jeunes alternants de la branche professionnelle de la Chimie, nous avons alors noué un partenariat avec l'Union de l'Industrie de la Chimie (UIC) aux fins d'accueillir 65 jeunes alternants pour un effectif global de 104 jeunes travailleurs.

I) Les publics ciblés

Mixité culturelle des origines, mixité sociale des "vécus" et des projets de vie, mixité des parcours et des projets professionnels, mixité des centres d'intérêts culturels et de loisirs, mixité des sexes garçons et filles.

La mixité implique de veiller à la diversité des publics accueillis, en terme d'équilibres culturels et sociaux, afin de ne pas compromettre les objectifs sociaux.

1. Les places SIAO (Maison de Veille Sociale du Rhône)

L'association s'engage à réserver la résidence sociale aux personnes seules dans l'établissement suivant :

- Résidence sociale ordinaire (*accueil de jeunes travailleurs ; de personnes éprouvant des difficultés sociale et économique particulières au sens de l'article 1^{er} de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ainsi que les*

étudiants en situation de rupture sociale et familiale qui peuvent, à titre exceptionnel, avoir accès à un nombre de places très minoritaires).

La part des locaux à usage privatif réservés par le préfet est fixée à 30 % du total des locaux à usage privatif de la résidence sociale, soit 31 places sur 104. Ce pourcentage doit tenir compte des besoins recensés par le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées. Dans ce cadre, le préfet propose au gestionnaire des candidats pour ces logements.

Pour répondre à ces obligations, le gestionnaire s'engage à signaler les logements devenus vacants aux services préfectoraux et, le cas échéant, aux délégataires des droits à réservation du préfet en application de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation. Dans ce cadre, le préfet propose au gestionnaire des candidats dont les caractéristiques correspondent à celles des publics définis dans le projet social.

Les modalités de gestion de ces réservations sont les suivantes :

- Les réservations seront déléguées en gestion à la MVS (maison de la veille sociale du Rhône). Elles seront identifiées comme places mises à disposition de la MVS ;
- Le processus de rapprochement sera organisé par la coordonnatrice MVS en lien avec l'organisme gestionnaire au moins deux mois avant l'ouverture prévisible de la structure. Dans la perspective, les structures d'hébergement sont conviées à porter à la connaissance de la MVS les ménages qu'elles accompagnent, susceptibles d'être orientés sur ces offres nouvelles.
- La MVS établira une liste de demandeurs en fonction des besoins identifiés par la MVS dans le respect des projets associatifs et de contraintes liées aux structures.
- La liste des candidats retenus ainsi que les motifs de refus seront communiqués en commission de régulation MVS et reportés sur un tableau de suivi.

Les modalités de choix des personnes accueillies sont les suivantes : compte tenu de la configuration et de la surface des logements, de la nécessité de se déplacer pour rencontrer l'équipe de gestion, les personnes accueillies dans la résidence seront des personnes isolées, en capacité d'autonomie et de mobilité : jeunes en insertion professionnelle, stagiaires, personnes en recherche d'emploi ou en mobilité professionnelle.

a. Les caractéristiques communes des publics ciblés

o La jeunesse

Le critère de l'âge est un des fondements des publics ciblés par l'Association.

La grande majorité des usagers se situera dans une fourchette d'âges de 18 à 25 ans, qui "délimite" généralement la jeunesse, conformément à la réglementation en vigueur, sans dépasser 30 ans.

La fourchette des âges, attribuée à la jeunesse, s'est progressivement élargie, notamment, par le développement de la précarité et les dispositifs d'insertion pour y faire face, ce qui nous

amènera à nous adapter et à proposer nos services à des jeunes, garçons et filles, de 18 à 30 ans.

o **Les mobilités**

Répondre à des besoins de mobilités, est un des fondements essentiel des foyers d'hébergement de jeunes travailleurs (résidence sociale).

Au siècle dernier, ces besoins émanaient principalement de la demande des jeunes ruraux, pour accéder et répondre à des besoins de main d'œuvre des grandes villes industrialisées.

Les besoins de mobilités subsistent, mais pour des causes différentes, nous en distinguerons deux :

- **Les mobilités "d'insertion professionnelle" :**

La concentration dans les grandes métropoles d'organismes de formations (centres, écoles, universités...) et d'entreprises, qui constituent les bassins d'emplois les plus porteurs, implique des mobilités qui nécessitent des réponses en matière d'hébergement temporaire, soit dans la perspective d'un retour à terme dans la région d'origine, soit dans la perspective d'une installation définitive en attente d'une confirmation (période d'essai par exemple) et, généralement, d'avoir les moyens matériels pour accéder à un logement autonome.

- **Les mobilités "de décohabitation et d'insertion" :**

Ce sont principalement des demandes de jeunes issus de la périphérie des villes et de plus en plus en voie d'exclusions, mais ne faisant pas (ou plus) l'objet d'une prise en charge sociale et, ou, éducative, qui souhaitent "sortir de la zone" et accéder au cœur de la cité pour mettre en œuvre un projet d'insertion.

o **Les projets**

Les prestations de l'Association et notamment de nos résidences sociales de types « foyers de jeunes travailleurs » doivent impérativement contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la concrétisation des projets de vie, sociaux et professionnels, des usagers.

L'habitat en foyer que nous appellerons « résidence » est l'espace qui doit favoriser l'émergence des projets individuels et collectifs.

o **Les ruptures**

Quels que soient les origines, les parcours, les motivations, les projets, du fait de l'éloignement, chaque jeune qui vient "habiter en résidence " subit des ruptures affectives, celles de sa famille, de ses amis, de son environnement...

Elles auront plus ou moins d'importance et de conséquences, suivant la nature des parcours antérieurs, des motivations et des projets, ou de leurs absences, mais elles devront toujours être prises en compte, notamment lors du premier accueil, afin d'en limiter les effets négatifs.

- **La précarité**

Elle est le lot de la grande majorité de la jeunesse et de surcroît des publics que nous ciblons. Incertitude financière (ressources propres, ou familiales, faibles et non garanties), instabilité du statut économique (étudiant, stagiaire, salarié précaire,...) hébergement provisoire, sont autant de facteurs qui fragilisent et caractérisent les publics que nous accueillons.

➤ **Les problématiques spécifiques des publics ciblés**

- **Les origines culturelles**

L'identité, la couleur de la peau, la prononciation et l'intonation des propos, sont autant d'éléments qui constituent des freins à l'insertion dans notre société.

Nous devons combattre ces discriminations, en tenir compte dans nos pratiques éducatives, sans ignorer, minorer ou majorer, leurs conséquences, afin d'en limiter les effets.

- **Les parcours sociaux**

Il y a les parcours sociaux que nous mesurons avant l'entrée au FJT (résidence sociale), notamment pour les jeunes issus de milieu défavorisés, et ceux que nous découvrons à travers des dysfonctionnements.

Dans tous les cas ils doivent être pris en compte, pour mieux comprendre, pour mieux aider le jeune à se projeter, à se construire, "à vivre avec".

S'ils relèvent du soin, nous devons en référer aux personnes dotées de compétences pour leurs résolutions, avec l'adhésion de l'utilisateur, en lien avec nos pratiques et nos limites éducatives.

- **La santé**

Plus un jeune est dans la précarité, plus les risques sanitaires, physiques et psychiques ne sont importants.

Au-delà du traitement des symptômes, la prévention des maladies, des accidents, des comportements à risque, qui est de notre responsabilité éducative, nous conduit à travailler en partenariat vers des compétences qui ne sont pas les nôtres, hôpitaux, santé mentale...

- **Les échecs**

L'échec affectif, l'échec scolaire, l'échec professionnel..., sont des sentiments, faits de réalités, qui fragilisent, qui dévalorisent, qui sèment le doute et l'angoisse, qui amputent la capacité à se projeter.

Nous devons, dans nos pratiques éducatives, intégrer l'échec comme un accident de parcours, à partir duquel les projets du jeune doivent être revisités, redéfinis, réappropriés, comme une étape chargée d'enseignements qui permettront de s'interroger sur son propre investissement, de rebondir, de se réorienter.

○ **L'inadaptabilité**

En la matière "la tolérance est inséparable de l'exigence". L'exigence c'est la loi qui s'applique à tous, le cadre, le repère constitutif du "vivre en société". La tolérance c'est le bon sens, dans l'application de la loi, sans compromission.

Le temps synonyme de durée de réalisation, n'est pas le même pour tous, contrairement aux paliers normatifs qui régissent notre société, "scolarité - vie active - retraite".

Les problématiques sociales compromettent l'appropriation du temps et le respect envers ceux qui le gèrent.

La projection dans le temps, lorsqu'elle existe, est dans l'instant, dans "l'immédiateté".

Le temps nécessaire à la "réparation humaine" n'est pas, non plus, le même pour tous et il peut être jalonné d'échecs et de retours.

Les catégories de publics ciblés

○ **Les jeunes étudiants et scolaires**

Ce sont généralement des Jeunes en situation de décohabitation et, ou, de mobilité pour poursuivre des études, et originaires de différentes régions de France, d'Europe et d'autres continents (Pays de l'Est, Afrique, Chine,...).

Dans le cadre de l'équilibre des populations et d'une bonne gestion des flux nous serons vigilants pour que ce profil de jeunes ne dépasse pas 25 % de la capacité globale. (Application circulaire CNAF juillet 2006)

○ **Les jeunes travailleurs**

Le statut « jeunes travailleurs » regroupe l'ensemble des jeunes de 16 à 30 ans qui ont une rémunération. Qu'ils soient en CDD en CDI, en apprentissage, en contrat de professionnalisation, en alternance.

Ce sont principalement des jeunes en situation de décohabitation et, ou, de mobilité liée à un emploi, une formation professionnelle, ou à la recherche d'une activité, avec, ou sans, projet d'installation sur l'agglomération, qui sont demandeurs d'un hébergement temporaire pour des durées de séjours pouvant varier de quelques semaines à plusieurs mois, voire année, le temps de finir un cursus de formation.

o **Les jeunes à mobilité réduite.**

Les locaux seront prévus pour pouvoir accueillir des jeunes travailleurs, apprentis et jeunes souffrants de troubles moteurs pouvant être appareillés.

Un travail de partenariat avec les structures de type APF, ADAPEI, ARIMC ... sera à construire.

Les prestations

Les prestations que l'Association souhaite développer dans le cadre de ce nouvel établissement, s'inscrivent dans l'objet social et dans les pratiques de l'Association, conformément aux statuts et au projet associatif.

Elles se fondent sur 3 principes extraits du projet associatif :

- "A partir de l'habitat, point d'ancrage de la socialisation, favoriser, en direction des publics ciblés, l'accès aux valeurs fondamentales d'humanité prônées par l'Association, que sont : l'autonomie, l'initiative, la responsabilité, la participation active, la solidarité, en agissant, par ses propres moyens et, ou, en partenariat, sur tous les vecteurs de la socialisation : l'emploi, la culture, la mobilité, le bien être, la formation, les loisirs, "le vivre ensemble", non seulement dans leur usage, mais également dans les effets sociaux qu'ils produisent".
- " L'une des priorités de l'Association est d'assurer au jeune un environnement sécurisant qui soit favorable à la remise en question, à l'échange et à la découverte. Nous devons être vigilants quant au cadre de vie proposé ".
- " C'est sur la base des problématiques sociales constatées, auxquelles sont confrontés les jeunes, que l'Association met en œuvre des moyens humains et matériels, des outils, des pratiques éducatives individualisées, pour les publics en grandes difficultés, et collectives, pour tous ceux qu'elle se propose d'accueillir".

Les prestations proposées sont regroupées dans 2 fonctions complémentaires :

➤ L'hébergement

La fonction hébergement, fondement des résidences sociales "Foyers de Jeunes Travailleurs (FJT)" qui est la référence de ce projet d'établissement, doit intégrer les normes de confort et de surfaces des logements, de sécurité et de coûts pour les usagers, conformes aux principes et aux exigences des Résidences Sociales actuelles.

Le lieu d'implantation de la structure est un facteur déterminant du "droit de cité" des jeunes.

Située en centre ville, à proximité des "commodités" (transports, commerces, facultés, infrastructures culturelles...), elle doit favoriser l'insertion des jeunes dans la ville.

La prestation hébergement de ce nouvel établissement, doit s'inscrire dans le concept de diversité et de complémentarité des projets de développement souhaité par l'Association, et notamment celle qui sera pratiquée à la « Résidence Relais Yves CHAUVIN », après sa reconstruction.

Il sera proposé :

- **Des T1' de 20 à 24 M², avec espaces sanitaires intégrés.**

Capacité : 104 logements

- **L'accompagnement social**

Nous distinguons 3 approches de prestations pour la fonction éducative :

- **Des outils et des pratiques éducatives individualisées**, pour les publics en grandes difficultés, identifiées avant ou au cours du séjour, qui seront développées dans le chapitre "le projet pédagogique".
- **Des activités culturelles, sportives, de loisirs et citoyennes, des moyens matériels et des pratiques éducatives collectives**, pour tous les publics accueillis, afin de favoriser le "vivre ensemble" et la citoyenneté des résidents.
Certaines infrastructures (salle de sport, espace culturel..), pourraient être partagées avec des compétences externes, et répondre ainsi à des attentes de la Collectivité et des associations locales.
- Des prestations destinées à des usagers qui ne résident pas dans la résidence (le foyer); qui contribueront à l'intégration de l'établissement et de ses résidents dans le quartier, la commune, et à son ouverture vers l'extérieur, afin de limiter les risques de "ghettoïsation".
Par le biais de la mise à disposition de salles et de matériels, ainsi que par l'accès à des activités organisées par l'équipe éducative du foyer, ou par des associations locales.

VIII- Le projet pédagogique

Le projet pédagogique de ce nouvel établissement s'inspire des objectifs de l'objet social précisés dans le projet associatif de l'Association Relais ainsi que des pratiques de nos résidences existantes tant au « Relais Jeunes Jacques MONOD » qu'au « Relais Baroin ».

C'est à partir de l'habitat, et sur la base des problématiques sociales constatées, des publics ciblés, que l'Association Relais adopte une approche éducative globale et individualisée de chaque jeune, et met en œuvre des moyens humains et matériels, des outils et des pratiques éducatives individualisés pour les publics en difficultés, et pour tous ceux qu'elle se propose d'accueillir.

➤ Du principe de socialisation

La socialisation, en tant que processus, est le principe fondateur de l'acte éducatif.

L'éducation populaire et l'éducation spécialisée sont au centre du dispositif "du vivre ensemble" développé par l'Association Relais.

Une réalité pluriculturelle, pluriethnique, où les clivages tendent à s'estomper pour laisser place à une réelle dynamique du "apprendre à vivre ensemble", au-delà des différences.

Associée à des compétences et des pratiques éducatives mises en œuvre par l'Association, **"l'hétérogénéité" est un vecteur de la "pédagogie du milieu"**, qui participe aux objectifs de promotion sociale des publics accueillis.

La mixité implique de veiller à la diversité des publics accueillis, en terme d'équilibres culturels et sociaux, afin de ne pas compromettre les objectifs éducatifs.

Il ne suffit pas que des jeunes de différents milieux, de différentes origines vivent ensemble pour créer un milieu socialisant "opérateur".

L'idée ne peut prendre corps et exister que dans un cadre très précis, réfléchi, où les situations individuelles ne disparaissent pas derrière un collectif, une sorte d'illusion groupale qui pourrait laisser croire que tout fonctionne.

Ce travail, du global à l'individuel, de l'individuel au collectif, procède d'une réflexion, d'une évaluation, d'une prise en charge dont la complexité n'a d'égale que l'intérêt évident dont bénéficie un jeune qui se trouve fragilisé dans un moment de son existence.

Les pratiques éducatives doivent contribuer à l'émergence de talents, de vocations, ou tout simplement de désirs encore enfouis, qui trouvent dans cette possibilité de créer un formidable vecteur d'équilibre et de socialisation.

➤ Le travail d'accompagnement social

L'accompagnement social s'inscrit dans le long terme et traite les situations en les inscrivant dans le tissu social.

L'acte éducatif fonde la relation et s'inscrit dans une chaîne de signifiants qui donne du sens au suivi.

Si la question des signifiants est souvent défaillante chez les jeunes, il en va de notre responsabilité de pouvoir assurer, garantir, affirmer les nôtres, comme autant de points d'ancrages, afin d'immerger le jeune dans un milieu qui répond aux normes communes de la

citoyenneté sur lesquelles il pourra s'étayer : **Responsabilité, Respect et Réciprocité**, la règle des trois "R", la clef de voûte du travail éducatif.

La qualité de l'**accueil** conditionne en partie la manière dont le jeune va s'approprier son lieu de vie. L'entretien d'admission ainsi que la procédure s'y rattachant est l'élément essentiel du travail d'accompagnement social et éducatif.

Les esquisses du projet individualisé se dessinent dans "le temps d'accueil", et participent à l'élaboration de ce dernier.

L'une des priorités de l'Association est d'assurer au jeune un **environnement sécurisant** qui soit favorable à la remise en question, à l'échange et à la découverte. C'est pourquoi nous devons être vigilants quant au cadre de vie proposé d'autant plus qu'il participe au principe de l'éducation populaire, "la pédagogie du milieu".

Le travail d'accompagnement doit se traduire, dans son application, par la mise en place d'un suivi rigoureux, qui se décline en 2 temps complémentaires, dans lesquels prend corps l'acte « éducatif ».

"Le temps organisationnel" définit le cadre dans lequel s'inscrit le travail d'accompagnement social .

Les éléments constitutifs du temps organisationnel doivent être formalisés et contractualisés (règlement intérieur, contrat de résidence...), et nécessitent d'être en permanence interrogés afin de préserver leur pertinence.

"Le temps partagé" avec le référent éducatif, l'émergence du lien social, représente ce temps où la fonction s'efface, où l'éducateur incite le jeune à partager, ouvrant la voie à la relation, à la rencontre. C'est dans ces moments que le lien se tisse, se crée, se consolide.

L'éducateur sort de son rôle de gestionnaire du lien social qui lui est parfois imparti, pour devenir "pourvoyeur", "générateur" de liens.

Le temps partagé peut s'étayer sur des **activités collectives** développées au sein de l'établissement ou à l'extérieur.

Ces lieux sont autant "d'espaces", repérés, formels ou informels, qui rendent le travail d'accompagnement efficient, qui permettent aux jeunes de vérifier, de s'essayer à des expériences de vie, de rencontres, qui génèrent un déplacement, un décentrage quant à leurs problématiques.

La découverte de l'autre invite à la découverte de soi, et crée ces instants nécessaires au dessaisissement, à la déconstruction qui peuvent ouvrir de nouveaux horizons sur le plan évolutif. Il faut faire reculer les clivages, les crispations et ainsi favoriser la construction identitaire.

L'échange situe le jeune, de fait, dans une position d'acteur, c'est la pierre d'achoppement sur laquelle pourra prendre corps le travail d'**accompagnement social**.

Construire un projet individualisé, c'est d'abord mettre en œuvre une méthodologie de la distanciation.

"Si l'élaboration d'un projet s'articule autour d'une réconciliation entre la technique, l'ingénierie et l'existentiel, recourir au projet, c'est se soucier de remettre l'individu dans sa globalité et de le faire passer de l'état d'acteur à celui d'auteur. Un projet, bien construit rend plus offensif, moins vulnérable, face au présent et au futur. Tout projet bien adapté est convoyeur d'identité"

(*) J.P. Boutinet (psycho sociologue)

Le projet personnalisé peut être aussi très lourd à porter et nécessite d'instituer, comme en agriculture, "des espaces de jachères" (*), des temps pour souffler.

Le projet doit se placer du côté de l'innovation et non de la répétition.

Le projet ne peut s'inscrire dans l'urgence.

Construire un projet, c'est la capacité de nous aider à revisiter un lien social malmené.

Le manque de projet peut être générateur d'angoisse.

Le projet, tant dans sa dimension thérapeutique qu'éducative, part de l'idée du sujet.

Placer ainsi l'expérience subjective en avant, c'est choisir de percevoir les personnes comme n'étant pas que la résultante des déterminismes biologiques ou du milieu environnant, familial ou social.

C'est penser que ce qui se joue dans l'énonciation du "Je", c'est l'appropriation, par la personne, de son existence. Cette démarche, vis-à-vis du sujet, est une éthique de la personne, du respect de celle-ci, de la prise en compte de ses droits et des ses devoirs.

Cette position de fond, du "respect de la personne", s'articule avec une pratique éducative dont le propos est d'aider le jeune à se constituer en tant que sujet.

La prise de risque traverse le métier de travailleur social. Elle peut être définie comme étant la capacité du travailleur social à placer l'individu au cœur de son action et à ne pas succomber à la routine institutionnelle.

Les droits des Usagers, conformes aux textes en vigueur et formalisés de différentes manières (Comité de Résidents, Association d'Usagers, Conseil de la Vie Sociale...), participent au travail éducatif,

- en favorisant l'expression des Usagers,
- en les impliquant dans une démarche de représentation et de vie collective,
- en interrogeant le fonctionnement et les prestations de l'établissement.

➤ **Les moyens éducatifs**

Quelles que soient leurs tâches ou leurs fonctions, tous les personnels participent aux objectifs du projet pédagogique de l'établissement, dans leur relation avec les usagers et dans la qualité de leur travail.

La notion d'équipe ne se limite pas aux seuls personnels éducatifs.

La qualité du travail des personnels des services généraux (administratif, accueil, veille et entretien), leurs regards, écoutes, observations, ainsi que leur attention envers les usagers, dans la mesure où ils sont pris en compte, contribuent à la mise en œuvre du projet pédagogique.

Par contre le traitement des problématiques sociales posées par les usagers, est du ressort des travailleurs sociaux, dotés des qualifications requises pour l'accomplissement de leur mission.

De par les publics ciblés pour ce projet (jeunes travailleurs ou étudiants), nous préconisons une équipe éducative pluridisciplinaire apte à répondre aux attentes et aux besoins éducatifs

- Éducateurs, pour la construction et la mise en œuvre des projets personnalisés.
- animateurs, pour faire vivre le collectif de résidents par le biais d'activités, internes ou externes, culturelles, sportives, de loisirs et citoyennes.
- Conseillère en Économie Sociale et familiale (CESF), pouvant intervenir de manière préventive et collective, ou curative et individuelle, sur des problématiques, entre autres, telles que l'hygiène alimentaire et la gestion des budgets des usagers (la mise à disposition d'espaces et de matériels culinaires dans les logements nécessitera ce genre d'interventions)

Les fonctions d'animateur, de CESF..., pourront également répondre à des besoins de l'équipe éducative de la Résidence Relais Yves CHAUVIN, ce qui contribuera aux objectifs de complémentarité et d'économies d'échelles entre les différentes structures de l'Association.

Règlement intérieur, contrat de résidence, livret d'accueil..., éléments constitutifs du temps organisationnel défini précédemment, qui régissent le cadre dans lequel s'inscrit le travail éducatif, doivent être, formalisés, contractualisés et interrogés en permanence afin de préserver leur pertinence, et conformes aux dispositions de la loi du 2 Janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale et réaffirmés par la note d'instruction de la DGCS du 9 septembre 2015.

La qualité de l'information à destination des usagers, des prescripteurs et des partenaires, mais aussi interne au fonctionnement de l'établissement et réservée aux personnels, est importante et elle participe aux objectifs pédagogiques.

➤ **Le Conseil de Vie sociale**

Un comité de résidents sera mis en place dans la nouvelle résidence et prendra la forme juridique d'une association tout comme cela existait sur l'ancien foyer de jeunes travailleurs. Association ouverte exclusivement aux jeunes du foyer, elle aura pour ambition, d'une part, de jouer véritablement le rôle de porte-parole des résidents auprès de l'équipe et de la direction et, d'autre part, de dynamiser la vie dans la résidence sociale (FJT) , au moyen d'actions sportives et culturelles.

➤ **Les moyens humains**

Il s'agit en l'occurrence de proposer un encadrement par un personnel formé au travail social et expérimenté à chaque poste.

Le tableau ci après indique par service les fonctions et les ETP nécessaires au bon fonctionnement de la future « Résidence Relais Yves CHAUVIN ».

Les surveillances de nuit feront l'objet d'une réflexion en fonction de l'autonomie des jeunes. Un système de vidéo surveillance et de contrôle d'accès seront rattachés à notre établissement principal. Il est à noter que nous avons du personnel cadre, qui est d'astreintes 24h/24.

○ **Tableau d'effectif prévisionnel du personnel**

Encadrement Chef de service	0,100
Administratif et comptabilité	
aide administrative et comptable	0,500

Educatif :	
CESF avec 5 ans d'ancienneté indice	1,000
ME avec 5 ans d'ancienneté	1,000
Services Généraux :	
ménage	0,700
agents d'accueil	1,500
veilleurs de nuit	2,300
<i>Agent technique</i>	0.4
Total	7,5

➤ Les outils de la loi dite de 2002

L'organisation et la partie administrative de la prise en charge des jeunes correspondent à la réglementation en vigueur.

Ainsi sont joints en annexe les différents documents tels que :

- 1) la charte des droits et libertés de la personne accueillie (L311-4 CASF)
- 2) Le livret d'accueil (L 311-4 CASF)
- 3) Le contrat de séjour et le document individuel de prise en charge (L311-4 CASF)
- 4) Le médiateur ou personne qualifiée. (L311-5 CASF)
- 5) le règlement de fonctionnement (L311-7 CASF)
- 6) Le Conseil de La Vie Sociale (C.V.S) (L311-6 CASF)
- 7) Le projet d'établissement ou de services (L311-8 CASF)

➤ Démarche qualité et les évaluations

L'amélioration continue de la démarche qualité

« L'évaluation externe a été introduite par la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale

Portant sur les activités et la qualité des prestations des établissements et services visés à l'article L.312-1 du code de l'Action sociale et des familles (CASF), l'évaluation externe porte de manière privilégiée sur la pertinence, l'impact et la cohérence des actions déployées par les établissements et services, au regard d'une part, des missions imparties et d'autre part des besoins et attentes des populations accueillies (cf. décret n°2007-975 du 15 mai 2007, rubrique "Outils").

Les champs de l'évaluation externe et interne sont les mêmes afin d'assurer la complémentarité des analyses portées sur un même établissement ou service et de fait, pouvoir apprécier les évolutions et les effets des mesures prises pour l'amélioration continue du service rendu ». Définition de l'Agence Nationale de l'évaluation et de la qualité des Établissements Sociaux et médicaux-sociaux (ANESM).

Installation d'un comité de pilotage (COPIL)

Après une procédure d'appel d'offre pour choisir le cabinet externe pour les évaluations externes des établissements le Conseil d'Administration de l'Association Relais à mis en place un comité de pilotage (COPIL) pour le suivi de la démarche qualité de l'ensemble des établissements de l'association. Il est composé du Président de l'Association, de quatre membres du Conseil d'Administration, du Directeur, de la Directrice adjointe et des chefs de service éducatif de l'association.

La démarche qualité de ce nouvel établissement sera donc sous le contrôle du COPIL existant.

- **Évaluation interne**

Conformément au CASF nous avons élaboré un référentiel des pratiques professionnelles dans le cadre de l'évaluation interne sous la direction de l'URIOPSS pour notre ancien FJT Relais jeunes Charpennes. Ce document sera remis à jour après un temps de fonctionnement .

Ce référentiel sera adapté aux nouveaux locaux et aux moyens dédiés pour le fonctionnement de la résidence Relais Yves Chauvin après la première année de fonctionnement. Ensuite et comme pour nos autres établissements nous procéderons à une auto-évaluation annuel qui fera l'objet d'un rapport d'étape joint au document régional « rapport unique d'activité » pour transmission aux autorités de contrôles.

- **Évaluation externe**

L'évaluation externe sera mise en œuvre après quelque temps de fonctionnement que nous pourrions identifier sous 4 ans après l'ouverture de la résidence. (2022).

- **Objectifs et perspectives des procédures d'évaluation**

Comme pour nos autres établissements, un plan d'amélioration de la qualité suite aux évaluations interne et externe et au plan d'actions défini par les groupes de travail et validé

par le COPIL, nous permettront d'établir les objectifs à atteindre pour les cinq prochaines années.(2025)

Des fiches d'actions seront mises en œuvre au fil du temps et au regard des bilans annuels pour chaque année après validation par le COPIL

IX- Conclusion

Ce projet d'établissement prend en compte les effets de notre société en mouvance qui touchent non seulement l'ensemble des citoyens mais la jeunesse en particulier.

Il a été élaboré en direction de jeunes de 18 ans à 25 ans en mobilité et propose aux jeunes alternants et aux jeunes actifs dans tous les domaines qui les concernent : le logement, la gestion d'un budget, la citoyenneté, la santé, les sports et loisirs, la culture, l'éducation...

Les objectifs spécifiques poursuivis sont les suivants :

- **L'aide à la mobilité et à l'accès au logement autonome** : l'accueil à la Résidence Relais - Yves Chauvin est une étape dans le parcours résidentiel du jeune, entre décohabitation familiale, mobilité liée à l'emploi ou à des formations, et accès à un logement autonome.

- **L'aide à l'insertion sociale et professionnelle** : elle vise à favoriser l'autonomie des jeunes dans les domaines de la vie quotidienne et à faciliter leur accès à l'emploi et à la formation.

- **L'accompagnement à l'accès aux droits et à la citoyenneté** : la Résidence Relais - Yves Chauvin réunit les conditions favorables à la construction par les jeunes d'une trajectoire de socialisation, d'accès aux droits et à la citoyenneté, favorisant leur insertion sociale et professionnelle. Il s'agit non seulement d'aider les jeunes à acquérir leur propre autonomie mais également de les aider à trouver une place citoyenne dans la société.

- **Le développement et l'épanouissement personnel** : les missions d'accompagnement sont très larges. La résidence sociale de type FJT – contrairement à la majorité des professionnels de l'accompagnement qui interviennent sur des champs spécifiques (emploi, logement, formation...) – est généraliste avec une ouverture sur la culture, la santé, le bien-être, l'alimentation, mais aussi sur l'international, les loisirs, le sport... Autant de domaines qui permettent aux jeunes de s'épanouir et de s'accomplir.

L'objectif de la Résidence « Relais Yves-Chauvin » est de donner aux jeunes les moyens et les conditions de les rendre acteurs de leur propre développement et parcours. Afin de contribuer à l'apprentissage de leur autonomie, il s'agit bien, de ne pas faire à leur place mais de faire avec, de les accompagner dans leurs démarches et soutenir leur expérimentation.

L'élaboration de ce projet avec l'ensemble de nos professionnels nous a permis d'affiner nos pratiques au service des personnes les plus défavorisées et des jeunes travailleurs.

Villeurbanne le 20 décembre 2017

Le personnel et la direction